

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19895 - 77ÈME ANNÉE

Des mesures restrictives possibles qui ne vont pas dans le sens de certains acteurs économiques

Coronavirus : changement de stratégie de l'État à La Réunion ?

Dans un entretien diffusé par Réunion Première, le préfet de La Réunion fait part de son intention de demander des pouvoirs accrus à Paris pour gérer la crise sanitaire et ne fait pas mystère de sa volonté de prendre des mesures restrictives si la situation ne s'améliore pas. L'État a-t-il changé de stratégie ?

Contrairement à la plupart des autres pays insulaires, à La Réunion, un courant d'opinion fait du lobbying pour alléger les mesures destinées à protéger la population de l'épidémie de coronavirus. En effet, à Maurice, le pays le plus proche de La Réunion, la crise sanitaire n'existe pas car l'aéroport a été fermé aux vols réguliers dès le début de la pandémie. En Kanaky

Nouvelle-Calédonie, collectivité sous la souveraineté du même Etat que La Réunion, aucun mort n'est à déplorer et aucune circulation du virus en raison de la fermeture de l'aéroport et d'une quarantaine stricte imposée à tout nouvel arrivant, y compris au ministre des Outre-mer qui dut intégrer deux semaines de confinement dans son emploi du temps.

Jusqu'à présent, les décisions prises à La Réunion sont allées dans le sens de ce courant. En tant que département français, lois et règlements décidés pour la France s'appliquent à La Réunion. Et c'est donc à Paris que se prennent les



principales décisions relatives à la stratégie contre la COVID-19, qui s'inscrivent dans une réponse plus vaste à l'échelle de la France.

Les Réunionnais ont donc assisté à une disparition progressive de mesures de protection alors que le nombre de cas confirmés atteint chaque semaine des niveaux records. Cela souligne manifestement un problème, car il est clair que l'encouragement au relâchement entraîne mécaniquement une circulation plus importante du virus et une hausse du nombre de nouveaux cas à nombre de tests constant.

Le préfet demande donc des pou-

voirs accrus pour prendre des décisions au plus proche de la situation du territoire et ne fait pas mystère de son intention de prendre des mesures douloureuses pour certains acteurs économiques.

Va-t-on vers un changement de stratégie ?

M.M.

Le préfet va demander à Paris des pouvoirs accrus pour gérer la crise

Coronavirus : vers des mesures de protection spécifiques pour La Réunion ?

Dans une interview à Réunion Première, le préfet de La Réunion annonce une situation sanitaire préoccupante. Si elle ne s'améliore pas, le préfet pourra décider le retour de mesures limitant les relations sociales, comme le couvre-feu. La situation sanitaire de La Réunion sera à l'ordre du jour du prochain Conseil des ministres à Paris.

observée à La Réunion, région de l'Union européenne. C'est un retour à une situation quasi-normale avec fin du couvre-feu, du port du masque obligatoire en extérieur, d'interdiction des sports collectifs... mais contrairement à la France, le nombre de cas continue de flamber à La Réunion.

Plus de 1200 cas par semaine

Compte tenu des demandes de l'économie avec l'arrivée de l'été dans l'hémisphère Nord, l'Union européenne a rétabli la libre circulation pour les titulaires d'un pass sanitaire prouvant une vaccination, une guérison ou un test négatif de moins de 3 jours. L'UE espère que les vaccins pourront éviter une nouvelle épidémie tout en sachant que l'immunité collective n'est pas atteinte. Cette tendance a été également

En effet, les derniers points de l'Agence régionale de santé indiquent plus de 1.000 cas par semaine, plus de 1.200 selon le dernier communiqué. Jamais La Réunion n'avait connu de tels chiffres.

Dans une interview diffusée par Réunion 1ere, le préfet de La Réunion tire la sonnette d'alarme. « La situation est préoccupante car le taux d'occupation des lits en réanimation atteint aujourd'hui

90 % » a-t-il dit. En conséquence, « au regard de la situation, je vais demander au gouvernement de me confier des pouvoirs accrus » avec la possibilité de « remettre en place le couvre-feu ».

Le préfet de La Réunion pèse sur un point crucial, car le service de réanimation est celui de la dernière chance. Les derniers points sur l'épidémie annoncent également plus d'un décès en moyenne par jour à cause de la COVID-19.

Le représentant de l'État a également fait part de la préoccupation avec l'arrivée du variant indien, et a rappelé que l'immunité collective ne pourra être atteinte qu'avec 80 % de la population vaccinée. Pour le moment, La Réunion est à 22 %.

M.M.

« Fors in mouné fé sak li vé pa sé konm sèye ranpli la mèr kou d'galé » : In kozman pou la rout

Médame zé Méssyé, la sosyété koze èk mwin sé koze èk in kouyon mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo vré masson. Mézami konm zot konpran ni kontinyé noute batkaré dann bande provèrb Haïtien. Konm zot i rande azot konte kozman konmsa néna in pe dann toute péi an parmi tout pèp épi toute sivilizassion. Pars dizon sé in vérité inivèrsèl ké demouné i fé bien arienk kékshoz li lé dakor pou fèr bien. Sa i rapèl amwin lo kozman souvan dé foi i ansèrv dann la pédagoji : « Komab wi sar sèye fé boire in bèf si li la pa soif » é kan mi di sa bande souvnir mon zénèss i romonte a la sirfass. Mwin la sirman fine anparl azot sa, mé in foi an pliss sar pa in foi an tro : Mon papa l'avé in bèf é sépa pou kossa in zour bèf-la la désidé pi boire é manzé. L'aroz son zèrb avèk lo d'sèl, na poin arien pou fé. Done ali lo pli méyèr tourto, zéro rézilta. Lo zèrb lo pli tande, li manz pa mèm. Si tèlman mon papa la flanke in kou d'poin marto dann kote lo bèf déza in pé afayi é li la tonb atèr. Rien a fère pou fé lèv ali, lété blijé apèl boushé pou tyé lo pov zanimò. Alé ! mi kite azot rofléshi la dsi é ni artrouv pli d'van. Sipétadyé.

NB-Twou manti pa fon : proverbe haïtien

Vaccins, plans de relance et changement climatique : trois tests de solidarité pour le G20, affirme l'ONU

« Nous sommes maintenant dans la deuxième année d'une pandémie mondiale qui a tué quatre millions de personnes », a déclaré António Guterres dans un discours prononcé lors d'une réunion des ministres des Finances et des gouverneurs des banques centrales des pays du G20.

Selon lui, « une pénurie mondiale de vaccins nous menace tous car, à mesure que le virus mute, il pourrait devenir encore plus transmissible, encore plus mortel ». « Les promesses de doses et de fonds sont les bienvenues, mais elles ne suffisent pas. Nous avons besoin d'au moins onze milliards de doses pour immuniser 70 % du monde et mettre fin à cette pandémie », a-t-il déclaré.

Le chef de l'ONU a déclaré que le monde avait besoin d'un plan de vaccination mondial, pour au moins doubler la production de vaccins et assurer une distribution équitable, en utilisant COVAX comme plate-forme. Pour réaliser ce plan, il appelle à un groupe de travail qui rassemble les pays producteurs et pouvant produire des vaccins, l'Organisation mondiale de la santé, GAVI et les institutions financières internationales, capables de traiter avec les laboratoires pharmaceutiques et industriels concernés.

Le Secrétaire général de l'ONU estime que le G20 est le mieux placé pour diriger le monde dans la

préparation et la mise en œuvre d'un tel plan.

Pays en développement au bord du défaut de paiement

Concernant la reprise économique après la crise déclenchée par la pandémie de Covid-19, il a rappelé que de nombreux pays en développement sont au bord du défaut de paiement et ont besoin d'une bouée de sauvetage économique.

Huit sur dix des « nouveaux pauvres » se trouvent dans des pays à revenu intermédiaire, qui restent actuellement inéligibles aux programmes d'allègement de la dette.

« J'espère que le G20 étendra les initiatives d'allègement de la dette aux pays vulnérables à revenu intermédiaire et aux petits États insulaires en développement ; et rendre le Cadre commun pleinement opérationnel en tant que base d'une architecture de la dette internationale réformée et plus équitable », a-t-il déclaré.

Le Secrétaire général de l'ONU a également estimé que le renforcement de l'architecture financière était essentiel pour lutter contre le changement climatique.

« Nous avons besoin que tous les

pays du G20 s'engagent à atteindre le zéro net (émissions de gaz à effet de serre) d'ici le milieu du siècle et à présenter des contributions déterminées au niveau national pour réduire les émissions mondiales de 45 % d'ici 2030, par rapport aux niveaux de 2010 », a-t-il déclaré. « Les pays en développement ont également doivent être assurés que leur ambition sera satisfaite grâce à un soutien financier et technique »

António Guterres a exprimé sa profonde préoccupation face au manque de progrès en matière de financement public du climat.

Il y a douze ans, en 2009, les pays développés ont convenu de mobiliser 100 milliards de dollars par an auprès de sources publiques et privées pour des actions d'atténuation et d'adaptation dans les pays en développement d'ici 2020.

« 100 milliards de dollars, c'est un strict minimum. Mais l'accord n'a pas été tenu », a déclaré le chef de l'ONU. « Un plan clair pour remplir cet engagement ne concerne pas seulement l'économie du changement climatique ; il s'agit d'instaurer la confiance dans le système multilatéral ».

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Afron la fé noute péi épi noute pèp par in lékipe rényoné an pliss

Mézami mi sorte lir in drol zafèr. Pé s'fèr zot i koné sa déza ; pé s'fèr mi parl sa apré lé zot. Pé s'fèr, mwin l'avé bézoin aspère in pé lo tan passé pou kroire linkroiyab. Si mi anparl zordi sé pars mwin la lir sa in pé dann plizyèr média, é an pinssan amwin mwin la fini par kroire sa lé vré.

Kossa ? Lin kroiyab pou vréman. Lé vré mi sava pa la rézyon konm i sava la boutik, mé kan mwin la parti é sa l'ariv amwin inn-dé foi kan Didier Robert lété prézidan é mwin la romark laba l'avé joli-jouli zafèr, épi bien komode pou fé lo travaye – in pti roproush, pou mon gou, mwin la trouv té in pé sirsarzé konmsi l'avé vouli mète tro d'moune dann in landroi trop ti : lo vide avèk lo plin sa i fé larmoni é mwin la trouv sa lété in n'afèr k'i manke in pé.

Toute fasson, lo mèbe sa i rande pa ou pli intélizan, pli éfikass, pliss an kapassité pou fé oute travaye mé sa lé kant mèm bien néssèssèr. An pliské sa, ni koné la Réjyon sé landroi ni pé trouv lo pèrsonaz lo pli inportan pou La Rényon : landroi-la nou la trouv Mario Horau, Pierre Lagourgue, Camille sudre, Margie sudre, Paul Vergès é an dèrnyé Didier robert, ziss avan Huguette Bélo, demoune i konte dann lo dèrnyé pèryode nout listoir. In androi i fo respékté, pars an pliss aköz pa domin nou rényoné ni sava trouv noute Prézidan sansa noute Prézidante avèk lo pouvoir k'i fo é lo préstiz ni doi ratash inn pèrsne konmsa.

Méprize ali sé konm méprize noute péi épi noute pèp. Ala pou kossa sak la bande Didier Robert i shoke amwin konm i doi shoke bonpé d'moun issi La Rényon :

Lo bande mèb la prézidanss l'avé disparu, lo bande sal lété vide, fotèye kassé par issi par laba, vyé tab, in zour modi pou noute péi, pou noute pèp, pou La Rényon. Parl pi lo sistème informatik la prézidanss démonté, alé oir toussa-la l'avé fine péyé é par arienk avèk la krash konm mwin la antande dir. Bien sir sak l'arivé i dégrade sak la fé é sak la lèss fèr.

I fo ni souvien d'sa ! i fo ni fé konète sa ! Sak la fé é sak la déside fé, i doizète dénonssé. Na poinn pardon pou in lofanss konmsa.

Justin